

L'APÔTRE

PUBLICATION MENSUELLE

DE

L'ACTION SOCIALE CATHOLIQUE

Rédaction et Administration: 103, rue Ste-Anne, Québec

VOLUME VI

QUÉBEC, FÉVRIER 1925.

No 6

La Bonne-Entente

1925 nous a apporté, à la fin de janvier, un événement moins considérable qu'on ne le souhaitait sans doute, mais qui servira aux uns et aux autres d'éloquente leçon. Nous voulons parler du récent et tapageur voyage de Bonne-Entente, organisé chez le monde officiel ontarien à l'invitation gracieuse de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

L'affaire avait été annoncée longtemps à l'avance et avec fracas. Le recrutement des voyageurs se fit surtout parmi le monde officiel et chez les gens les plus représentatifs. Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur d'Ontario, le Premier Ministre et plusieurs ministres du Cabinet ontarien, Sa Grandeur Mgr McNeil, archevêque de Toronto, le Principal de l'Université Queen, etc., en tout trois cent cinquante hommes distingués qui s'en venaient à Québec et à Montréal promouvoir la cause de la Bonne-Entente entre les deux races.

Ce voyage est le dernier à date d'une série ouverte il y a quelques années, à la suite d'une lutte violente autour des écoles ontariennes, de l'affaire de la conscription et des attaques qui ont suivi contre Québec, à la suite surtout d'une panique déclarée à Toronto par le retour précipité de chars de catalogues, que les Canadiens français du Québec retournaient en protestant de leur détermination de ne pas encourager ceux qui aidaient ou laissaient persécuter leurs frères ontariens.

Les voyageurs de la première excursion se recrutaient surtout parmi les hommes d'affaires, et les Chambres de Commerce furent surtout mises à contribution pour les recevoir. D'autres

suivirent, se composant également de professionnels. Québec, à son tour visita Toronto, il y a deux ans.

*

* *

Ces efforts ne doivent pas être condamnés, car ils ont déjà porté des fruits ; mais il faut, tout en les acceptant de grand cœur, s'en défier résolument. Il faut s'en défier d'autant plus que maintenant les visiteurs sont devenus, pour la plupart, des politiciens.

Nos compatriotes d'Ontario, les pères de famille canadiens-français n'ont rien ménagé pour tenir cette question des écoles ontariennes en dehors des clans politiques. Toujours il faudra voir à ce que les politiciens, qui doivent cependant la régler ou continuer de la gâcher, ne s'en emparent pas au profit de leur parti politique. Toutefois, si les politiciens doivent régler la question des écoles ontariennes, ils ne peuvent pour ce faire, croire nécessaire seulement de satisfaire d'autres politiciens. Ceux à qui ils doivent rendre justice sont les pères de famille canadiens-français. C'est pourquoi il serait dangereux que les pères de famille fussent écartés du règlement final.

Le dernier voyage a été fait par le monde de la politique. Aussi, on en entendra de plus nombreux échos, et sa faillite restera un complet désappointement.

M. Ferguson, le premier ministre ontarien actuel, est le ministre qui a fait, il y a quelques années, accepter le Règlement XVII, contre lequel nos compatriotes ont sérieusement à redire et que, d'ailleurs, ils refusent avec raison d'accepter.

Ce Règlement XVII diminue l'enseignement du français dans une proportion telle qu'il est